

Un agent de la GRC dont le nom n'est pas mentionné a déclaré:

Le gouvernement fédéral devait prendre position tôt ou tard. Le moment est arrivé.

Voilà le genre d'attitude que nous trouvons parmi nos fonctionnaires. Ce n'est peut-être pas la même chose chez les dirigeants syndicaux. Voilà le genre d'attitude que nous devons trouver dans toute la Fonction publique. J'espère qu'en dernier ressort, elle s'étendra à tout le Canada.

Il s'agit de personnes qui sont sensibles également à l'intérêt général, et pas simplement au leur. J'ai reçu un télex de M. R. S. Hurlbut, de la General Foods, daté du 29 juin. Répondant à la requête du ministre des Finances concernant un contrôle volontaire des salaires dans le secteur privé, il a déclaré que General Foods a fixé aujourd'hui un plafond de 6 p. 100 aux augmentations de salaires. Le programme entre en vigueur à compter du 1^{er} juillet. Le président Hurlbut a déclaré que le budget fédéral «ouvre la voie à la relance économique dans notre pays. Il incombe maintenant aux entreprises, à l'industrie et aux syndicats de faire leur possible pour assurer le succès du programme». Il a ajouté que si le Canada espère redevenir compétitif sur les marchés mondiaux, nous devons maîtriser l'inflation. La priorité de tous les Canadiens doit être la relance économique.

Ces personnes savent où est l'intérêt national. Il incombe à tous les Canadiens, et pas simplement à M. Hurlbut, de General Foods, qui a déjà commencé et qui fait son devoir, de contribuer au succès de ce programme. J'espère que les mesures prises par General Foods et par d'autres qui suivront son exemple et le nôtre marqueront le début d'un appui inconditionnel à ce programme, à cette véritable croisade dans laquelle nous nous sommes lancés, comme je l'ai dit plus tôt.

L'hon. Ron Huntington (Capilano): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté l'appel lancé par le président du Conseil du Trésor (M. Johnston) aux différents secteurs de l'économie du Canada afin qu'ils prennent l'initiative et adoptent des mesures restrictives. Il y a bien longtemps que le gouvernement lui-même aurait dû adopter des mesures restrictives.

Après avoir écouté le leader du NPD à la Chambre, le député de Hamilton Mountain (M. Deans), je me suis demandé pourquoi son parti avait voté contre le budget de mon collègue qui était ministre des Finances au cours de la 31^e législature. Il avait préconisé sincèrement des mesures restrictives, on disait alors qu'il fallait accepter des sacrifices à court terme pour des gains à long terme. Les libéraux et les néo-démocrates ont voté contre. Le NPD a été à l'origine de la défaite du gouvernement puisque c'était sa motion. Comme résultat, nous avons aujourd'hui des difficultés à long terme pour des gains politiques à court terme. Depuis cette triste soirée du 11 décembre, nous sommes témoins d'abus du pouvoir politique.

Ce sont les néo-démocrates qui ont réclamé aujourd'hui une baisse des taux d'intérêt, se situant, je crois, à 1 p. 100 au-dessus du taux d'inflation. Je ne comprendrai jamais par quel calcul ils arrivent à des données pareilles. Ce sont les néo-démocrates qui ont voté contre la déduction hypothécaire pour les propriétaires canadiens. Cela seul est devenu une véritable tragédie nationale. Il n'y a pas un seul député à la Chambre qui ne soit conscient de la profonde et terrible angoisse que

vivent à l'heure actuelle des milliers de familles dans tout le pays.

Tout a commencé en 1968, lorsque nous avons modifié le Règlement de la Chambre pour ce qui est de la façon d'adopter les subsides; dès lors, les crédits devaient être adoptés avant le 31 mai, et les bills de finances avant le 30 juin. C'est là que les problèmes ont commencé. Il n'y avait désormais plus de freins ni contrepoids à la Chambre, dont le but fondamental est pourtant de contrôler les subsides et d'obliger le gouvernement à rendre des comptes.

Cette responsabilité était dès lors supprimée. Il n'y a plus eu moyen de contrôler les dépenses, comme l'a d'ailleurs signalé le vérificateur général du Canada. Les dépenses sont encore incontrôlées, et le gouvernement continue à gaspiller. En période de vaches grasses, il n'a jamais songé à faire des économies en prévision des jours sombres, qui sont inévitables en affaires.

En 1968, nous dépensions \$692 par contribuable. Aujourd'hui, le gouvernement dépense plus de \$8,200 par contribuable. Nous dépensions aujourd'hui \$3,175 par habitant—homme, femme et enfant. Le montant était de \$549 en 1968. L'excédent de nos dépenses, rien que pour l'année financière en cours, est de 1.66 milliard par mois. Je me souviens que vous occupiez le fauteuil, monsieur l'Orateur, il y a à peine quelques mois, alors que je m'élevais contre le fait que les dépenses du gouvernement atteignaient un milliard de dollars par mois. Au cours de la dernière année, la prodigalité du gouvernement est passée d'un milliard à 1.66 milliard par mois. C'est ce que le gouvernement dépense de plus qu'il ne perçoit.

Tout le système fédéral va de travers. Tous les Canadiens le sentent, le savent et s'en inquiètent. Ils demandent tous ce qu'ils peuvent faire, comment ils peuvent aider, comment ils peuvent reprendre le contrôle et remettre de l'ordre dans leurs affaires.

Les dépenses échappent à tout contrôle. Nous avons, en plus de cela, emprunté pour payer l'intérêt sur nos emprunts précédents. Nous avons emprunté comme si le gouvernement fédéral était le seul organisme au Canada à avoir besoin de fonds.

Viendront à échéance au cours des six prochains mois des instruments officiels d'emprunts publics qui représentent 48 p. 100 de la dette négociable totale que le gouvernement détient. Au cas où ce chiffre ne produirait pas son effet atterrant, il représente une demande possible de 44 milliards et trois quarts qui peut être faite au gouvernement fédéral au moment où nous approchons de plus en plus de la ruine. Ces dépenses faites pour un gain politique à court terme sont dangereuses et irresponsables. La situation est tragique. Notre démocratie va en payer les conséquences.

● (1630)

Quand le gouvernement est arrivé au pouvoir, le taux d'inflation était à 9.2 p. 100, mais il était passé à 11.8 p. 100 en mai dernier. Le dollar canadien a baissé de 84.6c. à moins de 77c. aujourd'hui. Quant aux taux d'intérêt, le taux hypothécaire a grimpé de 14.69 p. 100 à 19.75 p. 100. Le taux de chômage en données corrigées, monsieur l'Orateur, est passé de 7.6 p. 100 à 10.2 p. 100 en mai.

J'ai entendu aujourd'hui l'appel du président du Conseil du Trésor (M. Johnston). Je le connais et je sais qu'il est très sincère en dépit du fait qu'il critiquait énergiquement la